

Le débat sur l'avenir de l'énergie en France : un débat « franchouillard »

Pourquoi donc veut-on aujourd'hui en France une « transition énergétique » ? Depuis des décennies, nous avons une politique de l'énergie qui permet de répondre aux besoins en toute sécurité et dans des conditions de coûts et de prix plutôt favorables. L'élément nouveau, c'est la lutte contre les émissions mondiales de gaz carbonique, le CO₂.

Dépenser en vain des milliards d'euros par an sans diminuer les émissions ?

Pour répondre à cet immense défi, un débat sur la PPE, programmation pluriannuelle de l'énergie, vient de s'engager. Il doit se dérouler dans un cadre qui diminue la capacité nucléaire (pourtant le seul moyen fiable de production massive d'électricité sans émission de CO₂), et qui augmente les dépenses par milliards d'euros pour implanter des éoliennes et du photovoltaïque qu'il faudra compléter par des productions à partir de gaz fossile.

Le président de la République souhaite diminuer la capacité nucléaire. Ce n'est certainement pas au nom de la sûreté de fonctionnement des réacteurs puisque lui-même cherche à en vendre en Inde. Ce serait, nous dit-il, pour que notre approvisionnement en électricité ne repose pas sur une seule source. Entend-il vraiment faire reposer la sécurité d'approvisionnement en électricité sur les caprices du vent ou sur le soleil de fin d'après-midi d'hiver ? D'autres moyens sont plus sûrs : des capacités de production en réserve ou la possibilité de passer rapidement de l'électricité à une autre forme d'énergie avec des véhicules et du chauffage hybrides. Il n'y a donc aucune raison de diminuer la part du nucléaire dans la consommation électrique. Et cela nous coûterait cher. Pour réduire à 50 % la part du nucléaire, au bas mot 7 milliards d'euros par an de plus que sans diminution de la capacité nucléaire, et cela sans diminuer les émissions de CO₂ dues à la production d'électricité¹. C'est Gribouille !

Des milliards d'euros par an qui pourraient éviter l'émission de 150 millions de tonnes de CO₂

Mais c'est bien pire que cela ! Ces milliards d'euros pourraient financer du photovoltaïque dans des pays où il y a du soleil mais pas de réseau électrique ni de nucléaire. 7 milliards d'euros par an de dépenses inutiles en France permettraient d'implanter au Chili, dans le Sahel, en Inde ou ailleurs assez de panneaux photovoltaïques pour produire 200 TWh par an (40% de la production française) qui, remplaçant du pétrole, du gaz ou du charbon, éviteraient l'émission de 150 millions de tonnes de CO₂ par an.

Elle aurait belle mine la France, qui se veut un exemple, de dépenser en vain 7 milliards d'euros par an pour implanter sur son territoire d'inutiles éoliennes et panneaux photovoltaïques et de doter le « fonds solaire » mis en place de concert avec l'Inde de... quelques centaines de millions d'euros en quelques années comme s'y est engagé le président de la République.

Allons plus loin. Financer des éoliennes et du photovoltaïque dans les pays en développement, c'est aussi participer au développement de ces pays, donc diminuer une pression migratoire. C'est également ouvrir de nouveaux débouchés à une production française d'éoliennes et de panneaux photovoltaïques au lieu d'implanter chez nous des équipements faits à l'étrangers, donc créer des emplois industriels solides car le monde aura grand besoin d'éoliennes et de photovoltaïque.

Il arrive que l'on parle de « péché par omission ». A budget égal, ne pas éviter l'émission de 150 millions de tonnes de CO₂ par an est aussi coupable que de les avoir émis soi-même.

Evidemment, tout dépend de l'idée que l'on se fait de sa responsabilité !

¹ Voir dans *La Revue de l'énergie* de janvier-février 2018 «Le coût de moins de nucléaire ».